

Annexe 90 : L'Opération "Pacification" des 10-12 avril 1994

1. Audition d'un ex-dirigeant national des jeunesses *Interahamwe*, témoin protégé, TPIR, 2006, p. 82-107.....2
2. Audition d'un ex-dirigeant national des jeunesses *Interahamwe*, témoin protégé, TPIR, 006K7#03, p.15-17.....8
3. Audition d'un ex-dirigeant national des jeunesses *Interahamwe*, témoin protégé, TPIR, cote K0502623 sqs.....10

Ont participé à la réunion avec les trois dirigeants du MRND (Mathieu Ngirumpatse (président), Joseph Nzirorera (secrétaire national), Édouard Karemera (1^{er} vice-président) et le ministre Justin Mugenzi (PL) à l'Hôtel Diplomates : Bernard Maniragaba, Eugène Mbarushimana, Ephrem Nkezabera, Dieudonné Niyitegeka, Joseph Serugendo, Jean-Pierre Sebanetsi.

1. Audition d'un ex-dirigeant *Interahamwe*, témoin protégé, Arusha, 2006, p. 82-107.

“C’est autour de 09 heures 00, le ou vers le 10/04/1994 que Monsieur Maniragaba Bernard, membre du Comité National élargi (conseiller) *Interahamwe Za* arrive chez Ephrem Nkezabera, également membre dudit comité pour nous informer d’une réunion que les responsables du parti MRND, Messieurs Ngirumpatse Mathieu, Nzirorera Joseph voulaient tenir avec le Comité National *Interahamwe Za* MRND à l’Hôtel des Diplomates à 10 heures 00. (...)

Aussitôt après, (membre du Comité National *Interahamwe Za* MRND, conseiller, Niyitegeka Dieudonné (membre du Comité National *Interahamwe Za* MRND, trésorier), Nkezabera Ephrem (membre du Comité National *Interahamwe Za* MRND, conseiller), moi-même (membre du Comité National *Interahamwe Za* MRND, conseiller) sommes sortis avec Maniragaba Bernard pour nous rendre à l’Hôtel des Diplomates.

Arrivés là-bas, nous y avons retrouvé Monsieur Mbarushimana Eugène (membre du Comité National des *Interahamwe Za* MRND, secrétaire). La réunion qui commence avec messieurs Ngirumpatse Mathieu (Président du parti MRND), Nzirorera Joseph (Secrétaire du parti MRND, Karemera Édouard (Vice-Président du parti MRND) et Mugenzi Justin (président du parti PL-*Power* et ministre dans le gouvernement des *Abatabazi*), se tient (selon mes souvenirs lointains) au balcon de la chambre de Monsieur Ngirumpatse Mathieu. Nous étions assis autour d’une table.

En débutant la réunion, Monsieur Ngirumpatse Mathieu demande où sont les responsables du Comité National *Interahamwe Za* MRND, à savoir : Kajuga Robert (Président), Ruhumuliza Phénéas (1^{er} Vice-Président) et Rutaganda Georges (2^{ème} Vice-Président). C’est ainsi que nous apprenons de Monsieur Maniragaba Bernard que Monsieur Kajuga Robert ne pouvait pas être présent à la réunion car il avait perdu son père ainsi que son grand frère Huss et sa famille. Quant aux deux autres Vice-Présidents, il n’avait pas été possible de les avertir. Le Comité directeur des *Interahamwe Za* MRND se trouve donc représenté par Niyitegeka Dieudonné et Mbarushimana Eugène.

Au meilleur de mes souvenirs, c’est Monsieur Ngirumpatse Mathieu qui a pris la parole le premier pour reprocher au Comité National *Interahamwe Za* MRND du fait que "les *Interahamwe* tuent et exposent les cadavres" et que la communauté internationale est "contre le gouvernement pour cela".

Monsieur Mugenzi Justin avait enchaîné en nous reprochant de "nous en prendre aux simples et pauvres gens tutsi alors que les plus importants regagnent sans s’inquiéter l’Hôtel des Milles Collines". Il aurait donné l’exemple du commerçant Sisi Évariste qui était de l’aile PL (modérée) qui devait se trouver audit hôtel.

Des échanges de point de vue sur l’identité des tueurs, nous avons compris qu’il s’agissait des jeunes de tous les partis coalisés (MRND, CDR, MDR-*Power*, PSD-*Power*, PL *Power* et autres). L’implication des *Interahamwe Za* MRND, ne souffrait donc pas du moindre doute, d’autant plus que certains membres du Comité National *Interahamwe Za* MRND avaient déjà entrepris la visite de certaines barrières et y avaient déjà constaté des cadavres. Il s’agit notamment de Messieurs Nkezabera Ephrem et Maniragaba Bernard. Moi-même lors de mon évacuation de mon quartier de Nyamirambo, j’ai vu des cadavres sur le trajet de Nyamirambo à Gakinjoro.

Aussi, il nous a paru indispensable de parer au plus pressé et de contribuer à l’arrêt des massacres et au retour au calme. Les autorités nous ont donc demandé d’effectuer une tournée de “Pacification” dans Kigali en demandant aux *Interahamwe* présents sur les barrières de "faire cesser les tueries, de mettre les cadavres au niveau de la route en vue de leur ramassage par les camions du ministère des Travaux Publics". Il fallait également "mettre en garde les *Interahamwe*" que d’une part, ceux qui passeront outre à ces instructions, ils seront

"poursuivis" et que d'autre part "un contrôle de l'application des ces ordres sera effectué par les membres du gouvernement" qui passeront à leur tour.

Le fait d'organiser la réunion de "Pacification" prouve bien que les autorités savaient ce qui se passait sur le terrain. Les reproches formulés par Ngirumpatse Mathieu et relayés par Monsieur Mugenzi Justin en sont une preuve suffisante.

Ce qui demeure curieux, c'est le double langage entretenu par Monsieur Mugenzi Justin par son appel à s'attaquer aux "Tutsi importants" pendant que le message qu'il nous était ordonné de transmettre était celui de la cessation des tueries.

Un autre point est aussi à noter : Messieurs Ngirumpatse Mathieu et Nzirorera Joseph en nous convoquant à cette réunion de Pacification avec Mugenzi Justin qui est ministre dans le gouvernement de transition est en fait, de leur part, une façon de nous faire comprendre que nous sommes assujettis au Gouvernement Intérimaire et que celui-ci à un lien d'autorité sur nous le Comité National des *Interahamwe Za MRND*, en plus de rester sous la tutelle du MRND.

Si je me souviens bien Nkezabera Ephrem a évoqué des problèmes de sécurité des membres appelés à participer à cette mission car il n'était pas évident de s'adresser aux miliciens se trouvant sur les barrières dont certains pouvaient avoir des armes. Son avis était appuyé par l'expérience vécue les des jours précédents lors de la visite des barrières avec Sebanetsi Jean-Pierre et le groupe de Maniragaba Bernard¹.

Il y a eu plusieurs interventions dont il serait difficile de retracer vu le temps écoulé. Mais, je faisais parti de certains intervenants dont Dieudonné Niyitegeka qui plutôt voyait une opération plus globale couvrant tous les secteurs de la capitale. Ce qui impliquait des moyens de protection plus conséquents, nous évoquions plusieurs escortes militaires.

Finalement pour des raisons sécuritaires, les autorités ont opté pour effectuer la mission dans certains secteurs périphériques au centre ville et c'est alors Bernard Maniragaba qui a établi l'itinéraire qui pouvait être suivi, à savoir, l'axe Nyamirambo, route Kadhafi, Nyabugogo, Muhima et Kiyovu ; tout en ciblant les principales barrières dont les occupants se chargeraient à leur tour de sensibiliser ceux des barrières secondaires.

À propos de la protection des membres de la mission de "Pacification", Monsieur Nzirorera Joseph s'est chargé de contacter le colonel Bagosora Théoneste pour mettre à disposition une escorte.

Les membres de la mission de "Pacification" devaient tenir informés Messieurs Ngirumpatse Mathieu et Nzirorera Joseph à chaque étape de son déroulement. Les autorités nous ont demandé de commencer la mission de "Pacification" le plus tôt possible, dès la mise en disposition de l'escorte.

Les personnalités rencontrées dans la hall de l'Hôtel des Diplomates sont notamment : le Premier ministre Kambanda Jean, Niyitegeka Éliézer (ministre de l'Information), Ndindabahizi Emmanuel (ministre des Finances) et Ngirabatware Augustin (ministre du Plan). (...)

Comme promis au cours de la réunion de "PACIFICATION", Monsieur Nzirorera Joseph est entré en contact avec le Colonel Bagosora pour nous trouver un escorte militaire, c'est-à-dire, une jeep de couleur militaire et trois militaires tous armés dont un chauffeur. De par

¹ "L'inquiétude était surtout justifiée par le fait que la tournée de "Pacification" impliquait d'adopter un autre langage "contraire" à celui que le groupe Maniragaba, Nkezabera et Sebanetsi avait tenu auparavant sur les barrières. Car, lorsqu'ils sont venus à Nyamirambo le 8 avril 1994 en fin d'après-midi, à la première barrière de contrôle, ils ont félicité les occupants de leur "bon travail" et donner des ordres de "ne pas déborder" de quartier. Ce qui veut dire qu'ils maîtrisaient parfaitement les barrières et qu'ils en connaissaient des cas de débordement. C'est précisément là que serait née l'inquiétude et la confusion de la mission de "Pacification": du fait qu'il faille aller tenir un langage de "cessation des tueries", contraire à celui de "bon travail" couramment employé jusqu'alors et qui veut dire "tuer l'ennemi"; l'ennemi étant sous-entendu "l'amalgame" : tutsi, opposants, complices, infiltrés et FPR, alors qu'officiellement il était défini comme étant : le FPR, les infiltrés et les complices." (déclaration témoin protégé, Arusha, 2006, p. 91)

leur présentation, tous ces trois militaires appartiennent à l'unité des parachutistes du camp Colonel MAYUYA. L'escorte est arrivée chez *Ephrem* Nkezabera vers 11 heures 00.

Les membres du Comité National Za MRND, NIYITEGEKA Dieudonné (Trésorier), SEBANETSI Jean-Pierre (Conseiller), Nkezabera *Ephrem* (Conseiller) et moi-même (Conseiller); nous montons à bord. Nous nous dirigeons vers Gitega où monsieur Bernard Maniragaba nous attend pour entreprendre notre premier circuit de pacification qui nous conduira à Gitega, Nyamirambo-Nyakabanda, Nyabogogo-Giticyinyoni.

Le premier site de notre tournée de pacification est donc Gitega. Il y avait des cadavres à côté de la route et dans les tranchées, comme convenu avec Bernard Maniragaba, il a déjà regroupé ses membres, estimés à une cinquantaine d'*Interahamwe*.

Je pouvais reconnaître notamment le beau-frère de Maniragaba Bernard Monsieur PÉCOS (employé de Péto Rwanda) et le militaire appelé Étienne qui accompagnait Bernard. Parmi la cinquantaine de personnes (50), il y a des *Interahamwe* des barrières environnantes en effet dans ce secteur, sur une distance d'environ 1 kilomètre, depuis l'École postale jusqu'au carrefour de l'ONATRACOM, il y avait au moins cinq (5) barrières.

Ici, le message de pacification du gouvernement est naturellement livré aux *Interahamwe* par Bernard Maniragaba, car nous nous trouvons dans le fief des *Interahamwe* de Gitega dirigé par Bernard. Ce dernier exprime que suite à la désapprobation par la communauté internationale des massacres en cours dans le pays, les membres du gouvernement et responsables du MRND ont décidé de confier au Comité National des *Interahamwe* Za MRND un message de pacification pour lequel les autorités attendent une application stricte. Monsieur Maniragaba Bernard a poursuivi en indiquant que les membres du gouvernement et les responsables du MRND demandent strictement de "faire cesser les massacres, de procéder au ramassage de tous les cadavres afin d'éviter les épidémies et de les grouper sur la route en vue de faciliter le ramassage ultérieur par les camions des Travaux Publics". Le message était terminé par une mise en garde à ceux qui seraient tentés de poursuivre les massacres, car ils pourraient être sévèrement punis. Maniragaba Bernard a indiqué enfin que les membres du gouvernement passeraient bientôt dans les quartiers pour vérifier que les instructions données sont bien respectées.

Le message a été bien suivi par les *Interahamwe* et l'attention aura été renforcée par le fait que l'orateur était l'un des leurs. Et, n'étant pas surpris, les *Interahamwe* n'ont pas exprimé de préoccupations particulières. En fait, il y a là une situation maîtrisée par un de nos membres.

Après Gitega, les membres du Comité National des *Interahamwe* Za MRND se sont arrêtés à une barrière située après le carrefour de l'ONATRACOM sur la route allant vers Nyamirambo. Sur cette barrière, il y avait une dizaine d'*Interahamwe*. Quelques *Interahamwe* avaient des machettes. En fait, c'est non loin de là qu'un militaire du FPR avait été débusqué de la mosquée et tué par supplice du collier, après lui avoir coupé le tendon d'Achille pour qu'il ne puisse pas se sauver. Un tutsi connu dans ce quartier au nom d'Ézéchiel avait également été tué par les *Interahamwe*.

À cette barrière, c'est monsieur SEBANETSI Jean-Pierre qui a livré le message de pacification.

Les *Interahamwe* ont évoqué des questions relatives à la reprise des activités. Maniragaba Bernard a complété le message en indiquant que nous prenions note de l'ensemble des doléances pour les communiquer aux autorités, mais que pour l'instant les barrières et les contrôles de la population sont maintenus.

La sensibilisation des miliciens aux ordres du gouvernement s'est poursuivie sur trois (3) barrières, légères de plus ou moins deux à cinq participants séparées d'environ 500 mètres entre ONATRACOM et le collège St-André. (...)

À la barrière du Collège St-André, il y avait des cadavres au niveau de l'Église Charles LWANGA. La barrière était gérée par plus ou moins dix miliciens dont certains étaient équipés d'armes traditionnelles. Cette barrière est non loin du carrefour de la route qui mène dans le quartier Kivugiza de Nyamirambo reconnu comme étant habité par de nombreux tutsi. C'est Dieudonné NIYITEGEKA qui a livré le message. Les miliciens ont évoqué la présence de nombreux infiltrés et demandé des armes. NIYITEGEKA Dieudonné a répondu que la délégation notait les besoins et qu'elle les transmettra aux autorités.

Je signalerais que pour des raisons de sécurité les membres du Comité National des *Interahamwe Za MRND* restaient souvent dans le véhicule pendant la communication de leur message et les militaires de l'escorte descendaient du véhicule et se mettaient en situation de garde. La jeep servait en fait de tribune.

Les occupants d'une barrière étaient en général assis à côté. À notre arrivée, on demandait aux occupants de s'approcher. Après, on présentait nos salutations suivies de l'objet de notre visite et le message était enchaîné. Les occupants des barrières écoutaient attentivement, ils pouvaient poser des questions de compréhension à la fin du message. En fait, l'émetteur du message (gouvernement intérimaire), la présence des militaires et de la jeep conféraient à notre mission une certaine autorité à laquelle visiblement les occupants des barrières manifestaient une attention particulière, voire de l'obéissance.

Les membres du Comité National des *Interahamwe Za MRND* ont poursuivi leur mission sur la route dite de "KADAFI", après une barrière légère située au premier carrefour avant le stade de Nyamirambo. (...)

Nous livrons à chaque fois le message au petit groupe de gens occupant la barrière. Au niveau d'une barrière située dans les zones de Nyakabanda, il y avait des cadavres à côté de la route, les miliciens présents plus ou moins dix étaient équipés d'armes traditionnelles. Le message a été livré par Nkezabera *Ephrem*. Pendant le message, les miliciens répliquaient en disant en Kinyarwanda : "ibikundanye birajyana" dont la traduction littérale peut-être : "ceux qui s'aiment vont ensemble". Ce qui peut s'expliquer en ces termes dans le contexte du moment: "puisque les Tutsi ont tué HABYARIMANA Juvénal qui les aimait, ils doivent partir avec lui". (...)

À la grande barrière de Kimisagara, nous nous sommes convenus que NIYITEGEKA Dieudonné (Chef d'équipe et membre du comité directeur des *Interahamwe Za MRND*) et Maniragaba Bernard serait les orateurs et ce, compte tenu d'une femme bien connue du nom de KARUSHARA Rose, conseillère de secteur de Kimisagara. Cette femme était reconnue de par sa forte personnalité et son caractère autoritaire. Sur la barrière, elle avait un fusil et elle encadrait une quarantaine de miliciens repartis sur deux à trois barrières voisines, certains de ces miliciens avaient des armes traditionnelles et des gourdins.

Après avoir livré notre message, les *Interahamwe* ont été hostiles. Parfois la conseillère le manifestait en allant et revenant, sans attendre la fin du message, jusqu'aux barrières secondaires qui mènent, à partir de la route principale, à l'intérieur des quartiers.

La conseillère et les *Interahamwe* présents considéraient notre mission comme étant un "non sens", car disaient-ils; nous leurs demandions de se laisser tuer par le FPR qui les attaquaient. Ils évoquaient le fait que non loin de là, des infiltrés y avaient été tués.

Les *Interahamwe* de Kimisagara demandaient plutôt, et avec insistance "d'aller dire au gouvernement de leurs envoyé des armes pour leur défense", la résistance a été telle qu'il a fallu presque engager un bras de fer avec la conseillère et les *Interahamwe*. Le langage apaisé n'a été possible qu'après avoir attiré l'attention de la conseillère qu'elle risquait d'avoir des problèmes avec le gouvernement si elle n'obéissait pas aux ordres. Nous avons rassuré les *Interahamwe* que nous transmettrons leurs demandes aux autorités qui nous ont mandatées. Bien que beaucoup d'*Interahamwe* nous reconnaissaient, sans l'escorte nous aurions eu de sérieux ennuis. Les militaires qui suivaient les débats ont du adopté des positions pour nous

sécuriser. Ce qui a pu persuader les *Interahamwe* que nous représentions tout de même l'autorité. (...)

Les *Interahamwe* de cette barrière n'étaient pas réceptifs au message. Il a fallu faire de la même manière que dans le secteur de Kimisagara pour montrer aux *Interahamwe* qu'ils avaient intérêt à appliquer les ordres du gouvernement sous peine d'avoir à faire face aux réactions des autorités de ce même gouvernement. Les *Interahamwe* souhaitaient également avoir plutôt des armes. Ils disaient qu'ils étaient confrontés aux infiltrés venant du mont Jari et du mont Kigali.

C'est ici que nous bouclons notre premier circuit, après avoir parcouru plusieurs barrières en nous arrêtant plus ou moins longtemps sur les principales barrières ci-haut citées.

Nous nous sommes rendus à l'Hôtel des Diplomates pour faire rapport à Monsieur Nzirorera Joseph. En bref, nous lui avons dit que nous avons retrouvé sur les barrières visitées deux types de comportement. D'une part, il y avait des miliciens qui recevaient favorablement les ordres et souhaitaient que les activités normales reprennent. Et, d'autre part, on retrouvait des miliciens aux barrières qui n'étaient pas réceptifs des ordres soumis. Dans l'ensemble, toutes les barrières réclamaient des armes.

Pour les non-réceptifs nous leurs avons parfois menacé de faire un "constat de refus d'obéissance aux ordres de l'autorité" à leurs égard et, par la suite, ils revenaient à la bonne compréhension.

Nous leur promettions de transmettre leurs doléances à l'autorité tout en indiquant que de toute façon ils verront bientôt le passage des membres du gouvernement en tournée d'inspection du suivi des ordres transmis.

Nous avons constaté en définitive que le respect de l'autorité était là et que n'eût été la présence de l'escorte, la mission se serait probablement terminée en catastrophe pour nous. Car, en effet, nous risquions d'être lynchés par certains miliciens qui auraient pu nous considérer comme des complices.

Monsieur Nzirorera Joseph nous a exprimé sa satisfaction et nous a demandé de poursuivre la mission comme prévue. Quant aux doléances exprimées sur les barrières nous verrons à la fin de la mission de pacification, a-t-il précisé.

Après quoi, nous nous sommes rendus chez Ephrem Nkezabera pour prendre le repas du midi avant d'entreprendre la poursuite de notre mission dans l'après-midi.

C'est vers 14 heures 30 que nous avons entrepris notre deuxième circuit dans la direction de Muhima-Gatsata avec notre escorte et les mêmes militaires.

Nous prévoyons de livrer notre message en premier lieu dans le secteur Muhima. Celui-ci est situé non loin de la zone de combat (FPR-FAR) qui est localisés sur la colline de Gisozi se trouvant en face. Les occupants de la barrière sont visiblement nerveux et préoccupés. Malgré tout, nous appelons leur attention pour leur communiquer le message du gouvernement intérimaire.

Pendant la communication du message, certains *Interahamwe* apparemment surpris par la teneur du message se posaient la question de savoir "qui nous étions réellement". D'autres faisaient des commentaires du genre "ibytso biba byinshi", ce qui peut vouloir dire que les "complices ont plusieurs genres".

Notre message a rencontré une très forte résistance due, pensions-nous, à la très forte pression des combats à proximité. Sans l'escorte militaire nous aurions eu de très graves difficultés. Les militaires de notre escorte ont été amenés à se mettre une fois de plus dans une position défensive, prêt à réagir pour nous protéger.

Les occupants de cette barrière ont insisté sur le fait que le gouvernement intérimaire devrait leur envoyer plutôt des armes pour se défendre que des messages. (...)

C'est autour de 16 heures 30 que les membres du Comité National des *Interahamwe* Za MRND sont arrivés à la grande barrière de Gatsata située après le pont de Nyabugago, la

barrière fait face également à la colline Gisozy où se déroulent les combats FPR-FAR. Nous vivons quasiment les mêmes conditions que la barrière de Muhima. Les occupants de la barrière sont sous pression et nerveux. Sans trop attendre nous livrons le message du gouvernement Intérimaire. C'est Monsieur Joseph SERUGENDO qui donne l'essentiel du message. Là encore une fois il y a de la résistance des occupants de la barrière, ils réclament des armes pour faire face aux infiltrés. Nous leurs avons indiqué que leurs demandes seraient transmises à l'autorité.

Pendant ce temps, un militaire colonel des FAR est passé par là et a eu une discussion avec Ephrem Nkezabera. Il a fait état des débordements des *Interahamwe*.

Sur ce, nous avons terminé notre second circuit au cours duquel nous avons visité les principales barrières ci-haut citées et diverses barrières légères.

Autour de 17 heures 30, nous étions de retour chez Ephrem Nkezabera, nous avons indiqué à notre escorte que nous reprendrions le lendemain vers 09 heures 30.

En soirée, comme nous habitons tous ensemble chez Ephrem, à l'exception de Maniragaba Bernard, nous avons discuté sur la mission nous confiée par messieurs Nzirorera Joseph, KAREMERA Édouard, Ngirumpatse Mathieu et MUGENZI Justin pour le compte du gouvernement Intérimaire. Ephrem Nkezabera, de par la discussion avec le Colonel des FAR rencontré à Gatsata avait noté le fait curieux que les militaires sur le terrain n'étaient pas au courant de notre mission. Ce qui paraissait une grave anomalie.

Ce débat avait commencé à la lumière d'un communiqué du Ministère des Travaux Publics, si je me souviens bien, diffuser à Radio Rwanda appelant les chauffeurs à regagner leur lieu de travail dès le lendemain le 11/04/1994. Nous avons compris qu'il s'agissait du ramassage des cadavres dont il était question dans le message que nous communiquions aux occupants des barrières.

Nous nous sommes donc interrogés sur plusieurs points, notamment : pourquoi, il n'y a pas eu de message radiodiffusé à propos de la mission de PACIFICATION que les autorités du gouvernement et du MRND nous avait chargé, afin que nous puissions bénéficier d'un meilleur accueil aux barrières ? Pourquoi le gouvernement n'a pas appelé, en même temps par la voie des ondes radio, la population à la cessation des tueries ? Ce qui davantage faciliterait notre mission. Pourquoi la RTLTM poursuivait-elle les émissions de haine et de violence et parfois servait de guide pour montrer et rappeler aux miliciens les gens devant être éliminés ? Toutes ces interrogations, apparues dès le premier jour de notre mission, ont semé le doute quant au fond des ordres du gouvernement Intérimaire.

Cependant, par respect à l'autorité de ce même gouvernement et des responsables au plus haut niveau de notre parti MRND, à savoir Messieurs Ngirumpatse Mathieu et Nzirorera Joseph (qui sont également les responsables des *Interahamwe* Za MRND), nous avons convenu de poursuivre la mission jusqu'au bout.”

2. Témoignage d'un dirigeant national des jeunesses *Interahamwe*, 006K7#03, p.15-17.

“Q- (...) Alors, le 10 avril, Monsieur Nzirorera demanda à Nkezabera Ephrem, à Bernard Maniragaba, de faire, parce que la communauté internationale commençait déjà à crier, qu'il y a beaucoup de tueries à Kigali, alors, pour montrer la bonne face et, le fait de comprendre ça, on ordonna à MRND de faire arrêter les massacres, on donna cette mission à Monsieur Nzirorera Joseph.

Q - À qui encore ?

R - Nzirorera Joseph, qui était à ce moment-là secrétaire général du parti MRND. Il demanda à Ephrem et à Bernard de faire passer dans toutes les cellules de la ville de Kigali, demander déjà de faire en sorte qu'ils cessent de faire les massacres, et de voir comment mettre les cadavres sur la route, parce que le ministère des Travaux publics va amener les camions pour les mettre dans les fosses communes.

Q - Qui a demandé ça, pardon ?

R - Le gouvernement en place demanda à Nzirorera Joseph, secrétaire général du parti MRND, de faire demander à ses *Interahamwe* d'arrêter les massacres. Quand je dis *Interahamwe*, parce que, communément on a appelé ça *Interahamwe* et les gens du parti PSD, les jeunes du parti MDR, tout ça c'était confondu et on les appelait communément des *Interahamwe*. Alors on chargea la mission à Nzirorera. Nzirorera demanda à Ephrem et Bernard d'appeler les responsables des jeunes des autres partis. De faire le tour en ville pour faire cesser les massacres et demander les gens [sic] d'amener les cadavres sur les routes parce que le ministère des Travaux publics va envoyer les camions pour les mettre en fosse commune. Bon.

Q - Pourquoi mettre les cadavres en fosse commune ? Pourquoi les ramasser ?

R - Il y avait trop de cadavres, dans la population, alors on a dit on ne peut pas entrer jusqu'en bas chez la population, il faut ramener tous les cadavres sur la route. Et il y avait les agents de la Croix-Rouge qui faisaient ça. Et les prisonniers à ce moment-là. Et ça ramassait et ça mettait dans les camions et puis ça partait.

Q - Est-ce que vous savez pourquoi le gouvernement a demandé cela et quelle était la véritable intention ?

R - Bon. Ils avaient des menaces de l'extérieur. De la communauté internationale, qui commençait à parler dans toutes les radios que Kigali, vraiment il faut arrêter, faut aussi vraiment arrêter la guerre, les tueries surtout. Alors le gouvernement a dit, faut faire en sorte qu'on leur montre notre bonne foi. À la communauté internationale et faire en sorte qu'on arrête les massacres dans Kigali. Je dis bien dans Kigali, parce qu'après le 21 avril, il y avait les massacres partout. Alors, ils ont fait une organisation, ils ont dit, la population veuillez faire en sorte qu'on ramasse tous les cadavres de la ville.

Q - Donc, Joseph passe le message à Bernard et Ephrem... Qu'est ce qui se passe ?

R - Alors, ils viennent me contacter. Ils me disent, maintenant on va faire le tour en ville, voir où il y a beaucoup de gens, les rassembler et leur dire qu'il faut arrêter, que le gouvernement ne veut plus qu'on continue à tuer, il faut arrêter ça, c'est fait, c'est fini et vaquez à vos occupations. Ils viennent avec une jeep, et, heu, les militaires de la garde présidentielle me voient. Nous étions, Ephrem, Niyitegeka Dieudonné, Jean-Pierre Sebanetsi, Niyitegeka, Maniragaba, Nkezabera, nous étions dans une jeep de la garde présidentielle. Nous commençons par Nyamirambo. (...) On a fait Muhima, on a fait Gikondo, on a fait Biryogo, et par-là on voyait les gens, on appelait les gens, et on commençait à leur dire que le gouvernement nous charge de vous dire qu'il faut arrêter les tueries, que c'est assez, que maintenant il faut vaquer à vos occupations. Bon. On a terminé quatre secteurs, cinq secteurs comme ça, nous arrivons, nous allons donner le rapport au gouvernement, à Monsieur Nzirorera en particulier. Ils étaient à l'Hôtel des Diplomates. Nous arrivons-là.

Q - Qui il y a là ?

R - Messieurs Nziro..., tout le gouvernement était là. Monsieur Nzirorera sort d'une réunion qu'ils avaient. Ils viennent nous voir, ils disent, comment vous avez fait ça ? Nous lui expliquons comment nous avons passé le message. Ils disent qu'ils comprennent. Nous nous disons bien qu'ils comprennent. Alors, maintenant, on va faire le tour, le gouvernement, les représentants du gouvernement vont faire le tour. Pour voir si vraiment ils ont compris. Ils ont fait le tour, une délégation composée de Nzirorera et du ministre des Travaux Publics. Et le ministre... Il y avait trois ministres. Ils ont fait le tour de Kigali, la population avait accueilli le message. Le jour suivant, le FPR lança des bombes dans Kigali, en ville. Alors, les gens où nous avons passé ont dit, non, nous on ne peut pas arrêter alors. Parce que ça commence, ils commencent à nous bombarder. Tous les Tutsi qui étaient restés, on commença alors de tuer tous les Tutsi qui étaient à Kigali. Qui étaient vivants, qui étaient sauvés quoi. Et les massacres continua [sic] comme ça."

3. Audition d'un ex-dirigeant *Interahamwe*, témoin protégé, TPIR, cote K0502623 sqs.

“Je vous avais fait part que les membres du comité national des *Interahamwe* Za MRND avaient été convoqués par Nzirorera Joseph, Ngirumpatse Mathieu, Mugenzi Justin et Karemera Édouard le ou vers le 10 avril 1994 à l'Hôtel des Diplomates. Je vous ai déclaré que c'était la première fois à ma connaissance que les membres de notre comité étaient convoqués par certains membres de ce gouvernement. Les autorités mentionnées nous avaient adressé des reproches. À titre d'exemple : Ngirumpatse Mathieu avait déclaré : "Vous n'avez pas vous autres un contrôle suffisant sur vos hommes, qui tuent et exposent les cadavres à la vue de tout le monde et que du à cette situation, nous avons la communauté internationale sur le dos du gouvernement. Il faudrait donc faire cesser les tueries."

À l'issue de cette réunion, les autorités ci-dessus mentionnées nous avaient confié une mission de "Pacification" qui consistait à aviser les *Interahamwe* présents sur les barrières de tout faire pour que les tueries dans Kigali cessent et que tout récalcitrant devrait en répondre. Par la suite prendre les dispositions, afin de nettoyer les rues et faire disparaître les cadavres. Il avait également été convenu qu'une vérification ultérieure par certains membres du gouvernement intérimaire serait faite, afin de s'assurer que les ordres avaient été respectés.

La mission que l'on nous avait confiée le 10 avril 1994 n'était que pour la forme. En effet, la non-exécution par l'armée et/ou la gendarmerie de ces mêmes objectifs laisse croire que les mêmes ordres n'avaient pas été transmis aux autorités compétentes. Un autre exemple, c'est que la Radio Rwanda n'a jamais diffusé des messages dans ce sens à ce moment-là. La RTL M a poursuivi ses messages de haine et d'identification de l'ennemi allant ainsi à l'encontre même de cette mission de "Pacification"².

Finalement, c'est accompagnés de trois militaires fournis par le colonel Bagosora, que nous avons rencontré les occupants des différentes barrières, afin de leur transmettre les ordres des autorités intérimaires.”

“En mettant à notre disposition la jeep de M. Nzirorera, comme il nous a dit, dans laquelle nous devons nous déplacer. C'était l'idée première de Nzirorera, mais il en a été décidé autrement par la suite et c'est la jeep du colonel Bagosora qui fut utilisée accompagnée de son escorte.” (p. 8)

“Q. D'après vos souvenirs, à quel jour, vous-même et les autres avez-vous effectué le tour ? Le 10 avril ou une autre date ?

R. Formellement, le tour a commencé au 11, quand une escorte armée a été mise à notre disposition. Mais est-il que le 10 avril, en quittant l'Hôtel des Diplomates, en rentrant chez nous, on délivrait à certains responsables *Interahamwe*, sur les barrières, ce message, en leur disant qu'on commencerait la tournée, le lendemain, le 11. Formellement, la tournée a commencé le 11.

Q. Pouvez-vous donner les noms des sites sur lesquels vous vous êtes rendus pour visiter les *Interahamwe* tenant des barrages routiers ?

² Une réunion s'était pourtant tenue à l'Hôtel des Diplomates pour faire passer le message de la pacification : “Lors de la réunion de pacification tenue le ou vers le 10 avril 1994 à l'Hôtel des Diplomates sur convocation des autorités gouvernementales et du MRND; messieurs Ngirumpatse Mathieu, Nzirorera Joseph, Karemera Édouard et Mugenzi Justin et à laquelle ont pris part les membres du comité national des *Interahamwe* Za MRND (Niyitegeka Dieudonné, Nkezabera Ephrem, Maniragaba Bernard, Mbarushimana Eugène et Joseph Serugendo), j'ai vu le journaliste Ruggiu s'entretenir avec Monsieur Niyitegeka Éliézer, alors nouveau ministre de l'information et porte-parole du Gouvernement.” (déclaration de témoin confidentiel, Arusha, 2006, p. 64)

R. Alors, en fait, en date du 10 avril, nous avons esquissé un plan de visite des barrières que nous avons soumis à ceux qui nous avaient convoqués, et nous avons effectivement commencé par le quartier de Gitega, nous avons enchaîné par le quartier de Biryogo, nous avons continué sur Nyamirambo, nous avons été à Nyakabanda, nous avons été à Kimisagara, nous avons été à Giti Kinyoni. En fait, on a suivi le tracé où se trouvaient les barrières les plus importantes pour délivrer ce message, en demandant aux gens de communiquer dans leur quartier à d'autres barrières secondaires. Voilà la tournée qui a été effectuée en cet avant-midi ou jusqu'à la première interruption de la journée du 11. Nous avons donc continué à Muhima, à Nyabugogo, au quartier Gasyata, sur la route de Byumba.

Q. Lorsque vous vous êtes adressé aux *Interahamwe* aux barrages routiers, quelle a été leur réaction vis-à-vis du message que vous leur avez délivré ?

R. La réaction générale, de façon générale, c'était une surprise de la part des *Interahamwe* et des autres occupants des barrières, et ils réagissaient en conséquence. "Donc, le Gouvernement, au lieu de nous fournir les armes pour nous défendre vis-à-vis de l'ennemi, il nous demande de baisser les bras et de nous faire massacrer par le FPR et ses complices." On délivrait un message d'explication ; on disait que, de toutes les façons, le Gouvernement nous a délivré ce message et que ceux qui ne s'y conformeraient pas seraient mis en face de leurs responsabilités. Bien entendu aussi, on essayait, selon les orateurs, de dire : "Voilà le Gouvernement a des problèmes avec la communauté internationale, si ça continue comme ça, les gens ne pourront pas aller dans les marchés. De toutes les façons, un jour ou l'autre... ça ne peut pas continuer comme ça." Les uns étaient très récalcitrants, et il fallait sortir des menaces. Comme nous étions accompagnés des militaires, ils comprenaient quand même que nous "parlons" au nom de l'autorité ; les uns comprenaient, étaient d'accord, les autres grognaient, et on comprenait très bien qu'ils acceptaient pour la forme. Et nous, on continuait à délivrer le message. Et nous sommes revenus... En fait, nous avons jugé bon de faire un rapport circonstancié face à la réaction des gens. Ce que nous avons fait après cette première tournée de la matinée.

Mais de manière générale, sauf certaines barrières réputées très dures, le message passait assez bien, mais que les gens insistaient pour recevoir des armes, que les gens avaient l'impression que les armes qui leur avaient été destinées n'avaient pas atteint leur destination. Et, de cette façon, ils faisaient allusion à Turatsinze. Les uns étaient beaucoup plus explicites en prononçant son nom, d'autres disaient : "Écoutez, nous, on n'a rien reçu pour nous défendre. Donc, O.K., mais dites à ce Gouvernement de nous fournir des armes pour nous défendre." Voilà le message que nous avons délivré aux autorités lors de ce rapport du 11.

Q. Après le tour, le matin, et après celui de l'après-midi, avez-vous fait un quelconque rapport ?

R. Nous avons fait rapport, en fait, dans l'après-midi. Les gens étaient très tendus, très nerveux, face à une pression militaire qui a été spécifiquement exercée de manière intensive par le FPR qui commençait déjà à lâcher des bombes dans les quartiers périphériques de la population. Et à un moment donné, "n'était" les militaires avec qui nous étions, nous risquions d'être lynchés par la population. Ça, c'est une chose que nous avons dite dans notre rapport.

Deuxième chose, on a dit que face au discours de la RTLM, qui justement quand nous faisons les tournées, la RTLM rapportait pratiquement les méfaits commis par le FPR, les

gens qui ont été tués dans les quartiers occupés par le FPR nommément. Donc, on se heurtait à des gens qui devenaient de plus en plus sourds et muets. Et nous en avons fait état dans notre rapport à 17 heures. Les autorités nous disaient : “Écoutez, continuez, dites à ces gens-là que le Gouvernement se penchera à leurs doléances et qu’on donnera suite à leurs demandes.” Mais, en fin de journée du 11, nous étions nous-mêmes convaincus que ce message ne passait pas suite au contre... (*inaudible*) exercé par la pression militaire du FPR.

Q. À qui avez-vous fait rapport vers 17 heures, le 11 avril ?

R. Seul Monsieur Mugenzi n’était pas là, mais les trois membres du MRND : Monsieur Nzirorera, Monsieur Ngirumpatse, Monsieur Karemera, ont été mis au courant du rapport, des réactions de notre tournée sur les barrières.

Q. Et quelle a été la réaction de Ngirumpatse lorsque vous lui aviez dit que, dans une certaine mesure, le message n’était pas bien reçu, lorsque vous avez également dit que les personnes à qui vous avez porté le message demandaient les armes ?

R. En fait, de façon générale, ils disaient : “Écoutez, continuez à délivrer le message, dites-leur que le Gouvernement se penchera à leurs doléances et donnera satisfaction.” Mais on voyait qu’ils n’y croyaient pas eux-mêmes. Ils disaient : “Écoutez, continuez d’insister, ceux qui sont morts sont morts, ceux qui ne sont pas morts, c’est leur chance, mais continuez à délivrer le message en disant à ceux-là qui réclament les armes que le Gouvernement se penchera sur cette question.” C’était peut-être une façon de les calmer ou de... Mais voilà. Voilà ce que Mathieu... comment Mathieu réagissait à notre rapport.

Q. Quelle a été la réaction de Joseph Nzirorera après que vous lui avez fait ce rapport ?

R. En fait, ces trois autorités parlaient d’une même voix, l’un renforçait l’autre. Dans... (*inaudible*) de continuer cette mission. Mais l’attitude que j’ai vue chez Monsieur Nzirorera affichait une indifférence et souvent un ton avec même un rire sarcastique, comme si... comme s’il était indifférent, comme s’il était détaché des événements. Pareil chez Monsieur Karemera, une désolation, mais empreinte d’une philosophie fataliste. Comme si... “Écoutez, continuez, mais c’est le destin, c’est inévitable ; c’est arrivé, c’est arrivé.” En... (*inaudible*) une chose, personnellement, qui m’a choqué, qui m’a montré que la mort avait été banalisée, c’est qu’en leur disant que le numéro 1 - notre président - avait perdu son père, avait perdu son grand frère, qu’il avait... (*inaudible*) soutenu dans l’action RTLM... dans l’action *Interahamwe*... - excusez-moi, je parle de RTLM, c’est... je voulais dire dans l’action *Interahamwe*. Donc, son père, son frère, toute la famille de son frère, avaient été assassinés par ceux de notre camp, et je n’ai “pas” entendu personne présenter un mot de condoléance ou de compassion ou d’affliction qui soit exprimé. Donc, il y avait une froideur face à ce qui arrivait à l’extérieur.

Le climat qui régnait à l’Hôtel des Mille Collines [en fait l’Hôtel des Diplomates, note AG] contrastait pratiquement avec ce qui se passait à l’extérieur. Et j’ai eu le sentiment que... qu’ils s’étaient débarrassés de ce problème sur les *Interahamwe* pour se donner, peut-être, une bonne conscience. Ont-ils peut-être été talonnés par la communauté internationale, que le Gouvernement s’est retourné sur le MRND en disant que les *Interahamwe* sont l’œuvre du MRND, et ils avaient trouvé cette formule de dire : “Écoutez, allez donner ce message.” Mais c’était une mission très ambiguë puisque les moyens d’accompagnement n’étaient pas conséquents. Voilà le climat... le climat général que j’ai observé auprès de ces dirigeants et qui traduisait d’ailleurs l’attitude générale du Gouvernement. Les gens étaient

froids face à ce qui était arrivé après la mort de Habyarimana. C'est comme ça que je peux décrire ce que j'ai ressenti personnellement face à cette situation. C'était un message qui n'était pas accompagné par des moyens conséquents, donc, c'était une mission ambiguë et de façade. C'était de la poudre aux yeux pour moi, quand j'ai analysé les événements après. Surtout quand j'ai appris que le lendemain, ils étaient partis sans que qui que ce soit puisse nous avertir, alors que nous avions convenu d'entamer une tournée le lendemain. Ça, je n'ai pas compris jusqu'à présent qu'on nous avait lâchés aux chiens, en fait, aux chiens enragés.

Q. Est-ce que vous avez décrit la scène de cadavres qui jonchaient les rues à Kigali ?

R. Bien sûr que oui, et je vous dirais qu'il était inutile de décrire cette scène qui... (*inaudible*) par ces autorités qui nous avaient convoqués à bon escient, qui nous avaient convoqués parce qu'ils savaient très bien ce qui se passait dans les rues. Donc, en décrivant la réceptivité de tel message à tel site ou à telle barrière, en nous confiant la mission de dire aux gens que les camions de la voirie allaient passer ramasser les cadavres, je pense que ce message était superflu.

Q. Lorsque vous avez décrit ces cadavres qui jonchaient les rues de Kigali, quelle a été la réaction d'Édouard Karemera ?

R. Comme je vous l'ai dit, l'attitude que j'ai vu en Monsieur Karemera, c'était une désolation empreinte d'une philosophie fataliste : "Écoutez, c'est le destin... c'est le destin", sorte de résignation. C'était comme si on est face à un destin, quelque chose d'inévitable qui venait de frapper.

Q. Quelqu'un a-t-il éprouvé un plaisir ou une satisfaction quelconque par rapport à ce qui arrivait aux Tutsis ?

R. Écoutez, je ne voudrais pas peut-être interpréter l'indifférence de Monsieur Nzirorera, une sorte de rire sarcastique, un ricanement, comme plaisir, non. Mais, cela frisait, pour moi, le détachement, le détachement suite peut-être à ce qui était arrivé à Habyarimana et toute la délégation qui l'accompagnait. J'ai observé que la mort était quelque chose de banalisé, il y avait une froideur totale.

J'ai été frappé... que personne de ces trois, de nos chefs, ne se soit affligé... ne soit affecté par le sort qui frappait notre président [des Jeunesses *Interahamwe*, Robert Kajuga] et dont les assassinats avaient été perpétrés par ceux de notre... (*inaudible*). On ne peut pas dire que c'est le FPR qui avait fait ça, il est vrai que le FPR avait frappé le numéro 11. Mais je me suis très insurgé face à cette froideur affichée par rapport à ce qui était arrivé à notre président. Je n'ai pas compris pourquoi, jusqu'à présent.

Q. Est-ce que les massacres ont cessé à la suite de cette tournée ?

R. Non, Maître, les massacres n'ont pas cessé parce que, malgré tout ça, le 12, une partie d'entre nous, en dehors du numéro 5 qui a préféré rejoindre sa famille et le numéro 7 qui n'a pas effectué la tournée ce jour-là pour des raisons urgentes professionnelles, nous avons malgré tout continué à aller couvrir les barrières que nous n'avions pas pu atteindre tout en délivrant le message dans une nervosité indescriptible de la population. Puisque avec la pression qui ne diminuait pas de la part du FPR, les populations de Kigali commençaient à fuir Kigali. On voyait même certains camions militaires déplacer les familles des militaires. Malgré tout, nous avons continué, jusqu'à un moment où nous avons eu, nous-mêmes, peur.

Et vers 14 heures, en retournant rendre compte, quelle n'a pas été notre déception d'apprendre que le Gouvernement avait décampé - excusez-moi l'expression. Donc, nous n'avons trouvé que Monsieur Nzirorera qui nous a dit, quand nous lui avons... [présenté notre] rapport : "Écoutez, je dois moi-même, hélas, déménager." Mais, nous avons insisté pour lui faire comprendre qu'on nous avait jetés dans la gueule du loup, que, maintenant que le Gouvernement est parti, nous risquons d'être lynchés par les gens à qui nous avons délivré le message de ne pas se défendre, à qui nous avons dit que le Gouvernement a promis de donner suite à leurs doléances. C'est grâce à Monsieur Nzirorera que nous avons échappé à ce qui pouvait nous arriver de très dangereux, et il a pu donner suite à ces doléances, il a pu nous obtenir des armes, et les populations continuaient à fuir Kigali. Mais beaucoup d'*Interahamwe* sur les barrières sont restés. En fait, c'étaient les familles... les personnes vulnérables qui quittaient Kigali, justement, parce que le Gouvernement avait quitté Kigali. Et face à la pression militaire, les gens se sont sentis de plus en plus en insécurité. Voilà. Voilà comment nous avons été trahis par des gens qui nous ont impliqués dans quelque chose qui était jugé, en fait, comme une action humanitaire louable. (...)"